

services commerciaux et personnels et les autres transactions en services - s'est maintenu à près de un pour cent du PNB, tout en s'accroissant en termes absolus sur la même période (passant de \$0,8 à \$3,1 milliards).

Le solde global du Canada en ce qui concerne les intérêts, les dividendes et les versements au titre de placements divers témoigne à quel point ce pays a emprunté sur les marchés étrangers. Le rythme atteint récemment par la croissance de ces paiements reflète un certain nombre de facteurs, notamment les taux d'intérêt relativement élevés partout dans le monde au cours de cette période, la dépréciation du dollar canadien après 1976, le recours accru à l'endettement au détriment des mises de fonds et la hausse continue de l'encours de la dette.

Comme on l'a déjà expliqué, les intérêts, les dividendes et les divers revenus de placements du Canada proviennent de ce que l'on appelle des services "non commercialisables". C'est pourquoi le tableau 3 divise le compte services de la balance des paiements en services pouvant faire l'objet d'échanges internationaux et en services ne pouvant faire l'objet d'échanges internationaux. De façon très générale, on peut dire que les transactions en services pouvant faire l'objet d'échanges internationaux se font habituellement sans rapport de dépendance. Le lecteur notera toutefois que même cette tentative pour mieux définir les termes n'est pas pleinement satisfaisante. D'une part, le compte des transactions courantes de la balance des paiements englobe aussi bien les marchandises et les investissements que les recettes provenant de services pouvant faire l'objet d'échanges internationaux. D'autre part, la sous-catégorie des recettes provenant de sources diverses réunit un grand nombre de catégories de services, dont certains peuvent faire l'objet d'échanges internationaux. De plus, il est évident qu'une proportion importante des revenus de placement proviendra de transactions en services qui ne sont pas des transactions d'un pays avec un autre (c'est-à-dire du commerce extérieur), mais des transactions à l'intérieur d'un pays, c'est-à-dire par voie de création de filiales. En outre, dans le tableau 3, la ligne des services pouvant faire l'objet d'échanges internationaux englobe des services gouvernementaux; si ceux-ci avaient été omis, le déficit pour 1981 au chapitre des services pouvant faire l'objet d'échanges internationaux aurait été réduit de près d'un demi-milliard de dollars.